Unies dans le domaine de la science et de la technique au service du développement afin d'accroître leur impact;

15. *Considère* qu'il est important que les pays en développement coopèrent entre eux dans le domaine de la science et de la technique en s'appuyant sur leurs complémentarités et qu'il est nécessaire de favoriser cette coopération en créant des centres nationaux pour la technologie et l'information dans les pays en développement, ou en renforçant ceux qui existent déjà, et en les reliant dans le cadre de réseaux aux niveaux régional, sous-régional, interrégional et mondial afin de promouvoir la recherche et la formation technologiques, la diffusion des techniques et l'exécution de projets conjoints dans les pays en développement, et demande instamment aux organes et organismes des Nations Unies ainsi qu'aux autres organisations et programmes internationaux, régionaux et sous-régionaux compétents de soutenir toujours davantage ces efforts par une aide technique et financière;

16. *Demande* aux organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies de continuer à promouvoir le développement d'une coopération technique efficace et avantageuse pour toutes les parties entre les pays à économie en transition et tous les autres pays, notamment dans le domaine des techniques nouvelles et naissantes;

17. *Note* que le Conseil économique et social a approuvé la décision prise par la Commission de la science et de la technique au service du développement de retenir la question des technologies de l'information comme principal thème de fond de ses travaux durant la période d'intersessions 1995-1997 et de créer des groupes d'étude ou de travail chargés d'analyser et d'approfondir les questions se rapportant aux technologies de l'information et à leurs incidences sur le développement et de formuler des recommandations à leur sujet;

18. *Prend note* de la décision du Conseil économique et social d'inviter la Commission de la science et de la technique au service du développement, profitant de l'occasion que représente le vingtième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, tenue à Vienne en 1979, à envisager les moyens d'élaborer une vision commune de la contribution que la science et la technique pourraient apporter au développement;

19. *Souligne* le rôle important que le Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement pourrait jouer en stimulant la création de capacités scientifiques et techniques endogènes dans les pays en développement et demande à tous les pays qui sont en mesure de le faire de verser à ce fonds des contributions généreuses;

20. *Réaffirme* qu'il est nécessaire que les gouvernements et les organismes régionaux et internationaux prennent des mesures pour assurer aux femmes le même accès et les mêmes possibilités de participation aux activités scientifiques et techniques qu'aux hommes, en particulier dans les domaines où elles ne sont pas représentées ou sont sous-représentées;

21. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

50/102. Appui du système des Nations Unies à la science et à la technique en Afrique

L'Assemblée générale,

Confirmant le Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement⁴⁵ adopté par la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, puis approuvé et réaffirmé par l'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 46/151 du 18 décembre 1991, en annexe à laquelle figure le nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique dans les années 90, dont les objectifs prioritaires sont la transformation, l'intégration, la diversification et la croissance accélérées de l'économie des pays africains de manière à les renforcer dans le cadre de l'économie mondiale,

Ayant examiné le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « L'appui du système des Nations Unies en faveur de la science et de la technique en Afrique »⁴⁸, et les conclusions et recommandations qui y figurent,

Consciente de l'importance capitale que revêtent, pour la croissance et le développement, la science et la technique, notamment les techniques d'information aux fins de la planification, du développement et de la prise de décisions dans les domaines scientifique et technique ainsi que le renforcement des capacités scientifiques et techniques endogènes,

Consciente également de ce que, pour répondre aux besoins élémentaires, la science et la technique doivent avoir pour objectif fondamental d'instaurer des conditions rendant les personnes vivant dans la pauvreté mieux à même d'accéder aux connaissances et aux techniques, de les comprendre pleinement, de les assimiler et de les utiliser de manière imaginative ainsi que d'en créer de nouvelles pour satisfaire leurs besoins élémentaires,

Soulignant l'importance de la coopération Sud-Sud pour la promotion de la science et de la technique en Afrique, dans le cadre notamment des modalités de la coopération économique et technique entre pays en développement,

Prenant note des efforts entrepris par les dirigeants africains dans le cadre du Forum présidentiel sur la gestion de la science et de la technique au service du développement de l'Afrique, 1995-2005,

Prenant note du Programme d'action du Caire, adopté le 28 juin 1995 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa trente et unième session ordinaire⁴⁹,

1. *Prend acte* du rapport du Corps commun d'inspection intitulé « L'appui du système des Nations Unies en faveur de la science et de la technique en Afrique »⁴⁸ et des observations que le Comité administratif de coordination a formulées à ce sujet⁵⁰;

2. *Prie* le Secrétaire général de continuer à promouvoir et à exécuter des activités à l'appui de la science et de la technique en Afrique, dans le cadre du nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique dans les années 90;

⁴⁸ A/50/125-E/1995/19, annexe.

⁴⁹ Voir A/50/647, annexe II, résolution AHG/Res.236 (XXXI).

⁵⁰ A/50/125/Add.1-E/1995/19/Add.1, annexe.

3. *Prie également* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, de faire, dans le cadre de l'examen à mi-parcours du nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique dans les années 90 devant être réalisé en 1996, des propositions concrètes concernant les activités à entreprendre pour renforcer l'appui du système des Nations Unies à la science et à la technique en Afrique, en tenant compte des vues et des recommandations qui figurent dans les rapports susmentionnés et dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante et unième session.

96^e séance plénière
20 décembre 1995

50/103. Mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/206 du 21 décembre 1990, dans laquelle elle a fait siens la Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁵¹, et sa résolution 49/98 du 19 décembre 1994, dans laquelle elle a décidé de convoquer la Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen global à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés,

Confirmant la Déclaration de Paris et le Programme d'action, dont l'objectif premier est d'empêcher la situation socio-économique des pays les moins avancés de se détériorer davantage, de relancer et d'accélérer la croissance et le développement de ces pays et de les mettre ainsi sur la voie d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable,

Vivement préoccupée de ce que les pays les moins avancés, dans leur ensemble, n'aient pas pu atteindre nombre des objectifs du Programme d'action et de ce que la situation socio-économique générale de ces pays ait continué de se détériorer,

Notant avec inquiétude la diminution des ressources fournies aux pays les moins avancés pour leur développement, et la nécessité qui en résulte de leur donner la priorité dans l'allocation de ressources concessionnelles, le rôle de plus en plus marginal qu'ils jouent dans les échanges mondiaux et le fait que le surendettement crée dans beaucoup d'entre eux une situation difficile et, dans plus de la moitié, une situation considérée comme critique,

Prenant note des conclusions concertées 423 (XLI) du Conseil du commerce et du développement, en date du 31 mars 1995⁵², concernant l'examen annuel des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, conclusions qui s'appuient sur le rapport intitulé *Les pays les moins avancés, rapport 1995*⁵³,

Prenant acte de la note du Secrétaire général⁵⁴ transmettant le rapport de la Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen global à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés,

1. *Réaffirme* que le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁵¹ est la base sur laquelle doit se poursuivre la coopération, fondée sur le partage des responsabilités et sur un partenariat renforcé, entre les pays les moins avancés — qui demeurent responsables de leur propre développement — et leurs partenaires en matière de développement, et qu'elle demeure attachée à sa mise en œuvre effective et intégrale;

2. *Souscrit* aux mesures et recommandations contenues dans le rapport de la Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen global à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁵⁵, qui figurent en annexe à la présente résolution et qui visent à assurer la mise en œuvre intégrale du Programme dans la seconde moitié de la décennie;

3. *Demande* aux gouvernements, aux organisations internationales et multilatérales, aux institutions financières et fonds de développement, aux organes, organismes et programmes des Nations Unies et à toutes les autres organisations intéressées de prendre immédiatement les mesures concrètes voulues pour mettre en œuvre le Programme d'action, en tenant pleinement compte des mesures et recommandations issues de l'examen global à mi-parcours, de manière à assurer une croissance économique soutenue et un développement durable dans les pays les moins avancés et à leur permettre de participer au mouvement de mondialisation et de libéralisation et d'en tirer profit;

4. *Note* que nombre des pays les moins avancés appliquent pour leur part des réformes de fond et des mesures d'ajustement courageuses et de vaste portée allant dans le sens du Programme d'action et souligne à ce propos que les pays doivent mettre en œuvre à l'échelle nationale des politiques et des mesures visant à établir la stabilité macro-économique grâce à une rationalisation des dépenses publiques et à l'adoption de saines politiques monétaires et budgétaires de manière à assurer le dynamisme du secteur privé, notamment en mettant en place un cadre juridique rationnel et en améliorant la mise en valeur des ressources humaines, les niveaux de vie, la santé publique et la condition de la femme, et demande à la communauté internationale d'apporter un appui suffisant à cet effet;

5. *Engage vivement* tous les pays donateurs à agir rapidement pour honorer en tout point les engagements qu'ils ont pris dans tous les domaines visés, en ce qui concerne notamment la série d'objectifs et de montants convenus dans le Programme d'action et l'aide au renforcement des réformes structurelles, à mettre pleinement en œuvre les mesures arrêtées lors de l'examen global à mi-parcours, de manière à accroître sensiblement le montant total de l'aide que les pays les moins avancés reçoivent de l'extérieur, compte tenu du fait que les besoins de ces pays se sont accrus et que d'autres ont été ajoutés à la liste des pays les moins avancés à l'issue de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;

⁵¹ Voir *Rapport de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés*, Paris, 3-14 septembre 1990 (A/CONF.147/18), première partie.

⁵² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément n° 15 (A/50/15)*, chap. I, sect. B.

⁵³ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.II.D.2.

⁵⁴ Voir A/50/745; voir également A/50/746.

⁵⁵ A/50/745, première à troisième partie.